



Mardi 17 Octobre 2023



Croissance économique hors hydrocarbures 2024

Prévision optimiste du FMI pour l'Algérie

L'Algérie et l'Arabie saoudite arrivent en tête de liste des pays arabes en termes de réserves de change.

Portées par le rebond des cours des hydrocarbures, mais aussi par les réformes enclenchées tout au long de l'année 2022, ayant abouti à une croissance notable grâce aux exportations réalisées, les perspectives à court terme de l'économie algérienne se sont sensiblement améliorées, en 2023.



Le pétrole démarre la semaine à plus de 90 dollars

Le baril demande à souffler

Le baril de Brent, référence du pétrole algérien, s'échangeait à 90,35 dollars, hier, à 14h30.

Tous les regards restent braqués sur la tragédie que vit la bande de Ghaza, sauvagement bombardée par l'aviation de l'entité sioniste. Les prix du pétrole qui se sont enflammés semblaient «tiédir» quelque peu hier.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Premier ministre présente mardi la Déclaration de politique générale du Gouvernement devant les membres du Conseil de la nation

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane présentera, mardi, la Déclaration de politique générale du Gouvernement devant les membres du Conseil de la nation, a indiqué un communiqué de la chambre haute du Parlement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La SAA renouvelle sa certification ISO 9001 et étend le SMQ à l'ensemble de ses structures

La Société nationale des assurances (SAA) a annoncé, lundi dans un communiqué, le renouvellement de sa certification ISO 9001, version 2015 ainsi que la finalisation de l'extension du domaine d'application du Système de management de la qualité (SMQ) à l'ensemble de ses structures et réseaux de distribution.



Décisions souveraines

Le suivi permanent de l'application des décisions dans les domaines sociaux et économiques est érigé en tant que principe de gestion des affaires publiques, pour s'assurer des retombées positive sur la population.

Le rôle de l'État dans l'économie sociale est ainsi mis en exergue, pour mettre l'accent sur l'originalité de l'expérience. La permanence du lien social est bien épaulée par l'État-providence, en régulant l'économie, ce qui est accompagné par un plan social pour consolider toutes formes de solidarité.



La SAA renouvelle sa certification ISO 9001 et étend le système de management de qualité à l'ensemble de ses structures

La Société nationale des assurances (SAA) a annoncé, lundi dans un communiqué, le renouvellement de sa certification ISO 9001, version 2015 ainsi que la finalisation de l'extension du domaine d'application du Système de management de la qualité (SMQ) à l'ensemble de ses structures et réseaux de distribution.



Système fiscal et transferts sociaux: Plaidoyer pour une «réforme profonde»

«L'Algérie a besoin aujourd'hui d'une réforme profonde et globale de sa réglementation fiscale et celle relative aux transferts sociaux», a déclaré, hier lundi, l'expert financier et conseiller fiscal Boubekour Sellami.

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, l'expert a mis l'accent sur «la nécessité d'une réforme profonde et globale du système de recouvrement», expliquant qu'il s'agissait «de revoir le système fiscal dans son ensemble, cela prendra du temps, mais se répercutera positivement sur le pays», a-t-il souligné. Il a également souligné «l'importance de récupérer l'impôt perdu sur le marché parallèle».



Le président Tebboune à propos du Projet de loi de finances 2024 : « Pas de recours à l'endettement »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, durant lequel d'importants sujets ont été abordés.

Concernant le PLF-2024, le Chef de l'Etat a ordonné de consacrer un Conseil de ministres spécial pour débattre du PLF-2024 avec toute la précision requise, le projet devant comporter toutes les décisions prises lors des réunions du Conseil des ministres, tant pour le volet social qu'économique, outre la préservation de la souveraineté du pays par le non recours à l'endettement.



Non-recours à l'endettement extérieur : Un choix stratégique, selon les experts

Le non-recours à l'endettement extérieur pour le financement des divers projets structurants et d'investissement public relève d'un choix stratégique et assumé par l'État. C'est ce que pensent les experts, soutenant que l'Algérie a entamé une refonte du système financier lui permettant d'asseoir des alternatives de financement adéquates aux projets en perspective.



Exportations hors hydrocarbures : Ali Bey Nasri : «Nous sommes au début du processus»

Le gouvernement s'attelle à réunir les conditions idoines pour booster davantage les exportations hors hydrocarbures (EHH).

Les récentes mesures prises dans ce cadre par l'exécutif plaident pour la concrétisation d'une telle perspective. Il n'est point un hasard d'ailleurs si les plus hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, ont fixé une valeur de 13 milliards de dollars d'EHH pour la fin de l'exercice 2023.



Réformes économiques : Boubekour Sellami plaide pour la modernisation des systèmes fiscaux et sociaux

Boubekour Sellami, président de l'Association nationale des conseillers fiscaux algériens, a souligné, ce lundi, lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale «la nécessité pour l'Algérie de réformer ses systèmes de fiscalité et de transferts sociaux».

L'un des volets sur lesquels Sellami a insisté est «l'importance d'une réforme complète du système fiscal, impliquant une révision totale de l'appareil fiscal». Selon lui, «bien que cela prenne du temps, cette réforme est essentielle pour éliminer les lacunes et maximiser les revenus du gouvernement». Il a également souligné «l'urgence de récupérer les impôts perdus dans le marché parallèle, un défi qui nécessite des mesures efficaces et des stratégies ciblées».

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024 : Le pouvoir d'achat au centre des préoccupations

Un Conseil de ministres spécial sera consacré au débat sur le projet de loi de finances pour 2024 (PLF-2024), « avec toute la précision requise », a insisté le président Abdelmadjid Tebboune dans l'instruction qu'il a donnée à ce propos, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche.



الوزير الأول يعرض غدا الثلاثاء بيان السياسة العامة للحكومة أمام أعضاء مجلس الأمة

يعرض الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، غدا الثلاثاء، بيان السياسة العامة للحكومة أمام أعضاء مجلس الأمة، حسب ما أفاد به بيان للمجلس.



إطلاق منصة رقمية لطلب إستخراج الدفتر العقاري وشهادة السلبية

كشف المدير العام للأملاك الوطنية عبد الرحمان خيدي لتلفزيون النهار عن إطلاق منصات وتطبيقات رقمية للتسهيل على المواطن إستخراج الوثائق.



56مليار دينار مداخل الأملاك التابعة للدولة في الـ 2023

كشف المدير العام للأملاك الوطنية عبد الرحمان خيدي لتلفزيون النهار أن مداخل الأملاك التابعة للدولة بلغت 56 مليار دينار لغاية سبتمبر 2023.



إجراءات هامة يرتقب أن يتضمنها قانون المالية 2024

الرئيس تبون حريص على تكريس الطابع الاجتماعي للدولة

ينتظر أن يتضمن قانون المالية 2024 إجراءات هامة تصب في صالح حماية القدرة الشرائية للمواطن، مع مواصلة تكريس الطابع الاجتماعي للدولة دون المساس بسيادة البلاد الاقتصادية.



المحلل السياسي موسى بودهان لـ "المساء":

الرئيس تبون حريص على تفعيل آليات التنمية الاقتصادية

أكد المحلل السياسي ودكتور القانون الدستوري موسى بودهان، أمس، أن رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون جعل من حماية القدرة الشرائية من أولوياته في برنامج الرئاسي، من خلال حرصه على تكليف الحكومة بإعداد قانون المالية بروية حتى لا تشكل بعض نصوصه عبئا على المواطنين خاصة فيما يتعلق بالضرائب والرسوم.

LUTTE CONTRE L'INFLATION

Des mécanismes à la recherche d'efficacité

● La lutte contre l'inflation fait partie des priorités du projet de loi de finances 2024, objet de la réunion des ministres hier ● Le président Tebboune a ordonné à cette occasion de «*préserver le pouvoir d'achat des citoyens, dans le contexte de la hausse des prix sur les marchés internationaux*».

Les derniers mois, les orientations portant sur la nécessité de protéger le pouvoir d'achat des Algériens se multiplient au même titre que les engagements pour juguler l'inflation. Prise en charge dans le cadre de la loi de finances rectificative de l'année 2023 à travers certaines mesures notamment la réduction des droits de douane de 30% à 5% sur l'importation des viandes bovines et ovines fraîches, réfrigérées et emballées sous vide, ainsi que le bétail vivant importé, la lutte contre l'inflation fait également partie des priorités du projet de loi de finances 2024, objet de la réunion des ministres hier. Il s'agit pour le gouvernement d'assurer l'abondance des matières premières, la régulation et la subvention des prix. Mais également de maîtriser le réseau de distribution des produits de large consommation.

Ce sont autant de préoccupations qui reviennent régulièrement et pour lesquelles des mesures sont à chaque fois adoptées sans pour autant qu'elles ne soient efficaces sur le terrain. La reprise de l'inflation en août dernier après trois mois de baisse illustre l'échec de ces mesures et



Siège du ministère des Finances

dévoile ainsi l'absence de suivi sur le terrain des dispositifs de lutte contre l'inflation. Mais surtout le manque d'efficacité. D'où l'insistance du chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres. «*Le projet de loi doit préserver le pouvoir d'achat des citoyens, dans le contexte de la hausse des prix sur les marchés internationaux suite à l'élargissement du cercle d'instabilité au niveau mondial*», selon le communiqué rendu public à l'issue de ce conseil. Il reste à attendre quelle sera la portée des dispositions prévues. Une question qui s'impose connaissant l'ampleur observée

par le phénomène depuis plusieurs années.

Si entre 2011 et 2019, le taux tournait autour de 4,7% pour atteindre 2,4% en 2020 et repartir vers le haut en 2021 pour se situer à 7,2% en puis à 9,3% en 2022 selon le Fonds monétaire international (FMI), il est prévu fin 2023 un taux oscillant entre 7% et 8% dans la déclaration de politique générale. Le FMI, pour sa part, s'attend à 9% contre 6,8% en 2024. Un chiffre beaucoup plus proche de la réalité si on se réfère aux niveaux enregistrés tout au long des huit premiers mois de l'année et des hausses des prix observées ces dernières semaines.

Mais cette tendance n'est pas nouvelle. La note de l'Office national des statistiques (ONS) le montre clairement. Dans toutes les catégories des produits, les prix ont fortement augmenté entre 2001 et 2023. Des augmentations allant de 140% à 1200%.

Les exemples sont nombreux à commencer par les légumes, les fruits, les viandes blanches et rouges, ainsi que les poissons alors que parallèlement les salaires ont peu évolué et les inégalités sont toujours de mise. Et ce, en dépit des mesures mises en œuvre notamment pour réduire la pression fiscale sur les bas salaires. C'est dire l'ampleur du travail qui reste à faire pour freiner la spirale inflationniste. Dans ce cadre, la lutte contre l'inflation s'impose particulièrement dans la distribution des produits frais.

Sinon comment expliquer le fait que certaines filières agricoles enregistrent des performances comme c'est le cas pour les produits maraichers et que les prix restent loin d'être à la portée des petites bourses ? Ils ne font que s'accroître paradoxalement.

Samira Imadalou

RECETTES FISCALES EN 2023 À BLIDA

Prévision de recouvrir plus de 34 milliards de dinars

- Ces mesures numériques participent à la réduction de la pression sur les employés qui peuvent ainsi améliorer leur mission de contrôle

La Direction des impôts de Blida prévoit de recouvrir une recette fiscale globale de plus de 34 milliards de dinars durant l'année 2023, grâce à la numérisation du secteur adoptée dernièrement, a-t-on appris de son directeur, Yakoub Bounabi. S'exprimant en marge du lancement, en présence du wali Brahim Ouchene, des portes ouvertes sur le système d'information fiscal de la Direction générale des impôts (DGI), il a indiqué que «cette recette fiscale sera recouverte grâce à la numérisation du secteur», soulignant que «plusieurs mesures ont été prises afin d'atteindre cet objectif fixé par la DGI». Il s'agit, a-t-il ajouté, de la numérisation des centres des impôts de Blida et de Boufarik, au même titre que le Centre de proximité des impôts (CPI) de Larbaa (est de la wilaya), pour permettre aux contribuables d'accéder aux services de télé-déclaration et d'immatriculation fiscale assurés par le site «Jibayatic», en plus de la déclaration et du paiement en ligne des impôts via le portail «Moussahama tic», ce qui leur évite le déplacement vers les structures des impôts. Outre la garantie d'un service de qualité au contribuable, ces mesures numériques participent à la réduction de la pression sur les employés qui peuvent ainsi améliorer leur mission de contrôle, selon le même responsable, qui prévoit la généralisation de ces



Centre des impôts à Blida

prestations à l'ensemble des cinq CPI de la wilaya, «avant la fin de l'année en cours». «Nous avons réalisé 75% des objectifs fixés, au 30 septembre dernier, avec un taux de croissance estimé à plus de 20%, grâce à l'intensification des campagnes de sensibilisation des citoyens et des contribuables et à l'offre de facilitations fiscales, notamment par la proposition d'un échéancier d'assainissement des dettes fiscales, à travers l'adoption d'un

calendrier de paiement», a-t-il expliqué. Il a également fait part de la mise en place de mesures dissuasives, à travers l'intensification des opérations de recouvrement coercitif, la fermeture provisoire des commerces et la saisie des sommes dues auprès de tiers détenteurs. Ces recettes fiscales perçues au profit du Trésor public sont de nature à couvrir les différentes charges et dépenses publiques assurées par l'Etat au profit du

citoyen, a précisé M. Bounabi. En 2022, la wilaya de Blida a recouvert plus de 30,5 milliards de dinars de recettes fiscales, représentant un taux de 101% des objectifs fixés. Ces portes ouvertes sur les services numériques du Système d'information fiscal ont constitué une opportunité pour le citoyen de s'informer sur les différentes prestations assurées par la plateforme numérique de la Direction générale des impôts (DGI).

Malgré la hausse du coût des réformes mises en place et des dépenses en 2024

Le Gouvernement garde le cap de sa politique

Refus catégorique de recourir aux services des institutions de Bretton Woods, l'Etat persiste et signe. Il anticipe déjà la hausse de ses recettes d'ici la fin de l'année 2023 de près de 13%, pour atteindre près de 9.000 milliards (mds) de DA, selon les prévisions de la loi de Finances complémentaires (PLFC) 2023, soutenues par la hausse des exportations d'hydrocarbures (+6%) et des exportations de biens (+4%), confirmant ainsi l'amélioration du taux de la croissance qui devrait atteindre les 5,3%, ce qui traduit une création significative de richesse et de devise.

Ce taux de croissance aura pour conséquence, un excédent commercial (+11 milliards de dollars), de la balance des paiements (+7 milliards de dollars) et une nette hausse des réserves de changes de pays (85 milliards de dollars), confirmant ainsi une réelle amélioration de la santé financière de l'Algérie qui devait avoir une incidence sur la productivité. L'Etat a les capacités financières nécessaires, malgré l'augmentation des dépenses de 52% d'ici la fin de l'année à 147.000 milliards de dinars, de réagir aux imprévus, mais reste très attentif aux variations de la situation fi-



■ Le Gouvernement reste optimiste et confiant quant à la capacité financière de l'Algérie d'assumer ses charges financières et ses dépenses supplémentaires, excluant tout recours au financement extérieur. (Photo: DR)

nançière internationale et aux préoccupations financières nationales.

Le budget de l'Etat 2024 est axé, comme l'a souligné, la semaine dernière le ministre des Finances, Laaziz Faïd sur le pouvoir d'achat des Algériens et l'investissement. L'Etat s'engage à accélérer la modernisation et la numérisation du secteur bancaire et financier afin de booster sa stratégie d'investissement et encourager l'épargne, tout en poursuivant l'opération d'assainissement des entreprises publiques en crise, en vue de soutenir la croissance économique du pays, avec l'accélération des réformes économiques globales. L'objectif est de diversifier les sources de financement du budget de l'Etat dé-

pendant majoritairement des recettes des hydrocarbures. En dépit d'un contexte économique international défavorable et complexe, l'Algérie enregistre une nette amélioration des indicateurs macro-économiques et poursuit sa stratégie de lutte contre l'inflation qui devrait s'établir d'ici la fin de l'année autour des 7,5% et de soutenir le pouvoir d'achat des citoyens qui subissent indirectement les conséquences des tensions géopolitiques régionales et internationales.

Soucieux du bien-être du citoyen, l'Etat ne s'est jamais désengagé financièrement envers la population. Même si l'inflation pourrait peser encore sur le prochain budget 2024 de l'Etat (hausse des dé-

penses sociales, des dépenses de fonctionnement), le Gouvernement reste optimiste et confiant quant à la capacité financière de l'Algérie d'assumer ses charges financières et ses dépenses supplémentaires, excluant tout recours au financement extérieur. L'Algérie est le pays arabes le moins endetté avec un taux de 1,6% par rapport au Produit intérieur brut (PIB), qui s'est nettement amélioré ces dernières années. Le PIB de l'Algérie en 2022 dépasse les 233 milliards de dollars, selon les déclarations passées du Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, montrant l'importance de la croissance de l'activité économique du développement social.

L'inflation en Algérie est «importée»

Plutôt maîtrisée par la Banque d'Algérie

«L'inflation généralisée inquiète tous les Gouvernements du monde qui redoutent avec le retour de la guerre au Moyen-Orient, ces temps-ci, une flambée des prix de l'énergie qui aura pour conséquence, une hausse des cours des matières premières, des coûts de production, du transport et du produit final. Des mesures d'urgence et supplémentaires seront prises, si nécessaire, pour soutenir davantage le pouvoir d'achat des citoyens, notamment, mal lotis. En 2024, la valeur des transferts sociaux de l'Algérie devrait dépasser les 2.800 milliards de dinars, selon le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane qui a mis l'accent, avant-hier, à l'Assemblée populaire nationale (APN) sur l'impératif de réagir rapidement pour contenir l'inflation. Une inflation importée, selon lui.

«La Banque d'Algérie a pris une série de mesures, dont le taux de change nominal», a-t-il indiqué, mettant en avant les efforts déployés par la BA pour lutter contre la hausse des prix. «Le taux de change réel nominal augmenté de 8,1% sur une base annuelle en juillet 2023, a contribué à la réduction de l'inflation importée, l'une des principales raisons de l'inflation en Algérie», a-t-il expliqué. L'appréciation de la monnaie nationale, le Dinar, face aux devises étrangères ont permis de réduire de lutter contre la hausse des prix, particulièrement des produits importés.

En effet, la politique monétaire adoptée par la Banque Centrale a aidé à s'attaquer efficacement à l'inflation, à mieux gérer l'activité commerciale et

économique. «La hausse de la valeur du dinar a été réalisée à la faveur de la bonne performance des principaux indicateurs économiques en Algérie notamment le solde positif continu de la balance des paiements», a-t-il souligné, évoquant les mesures prises en faveur de la régulation et d'assainissement des importations. Le Gouvernement a dû intervenir pour réguler les importations et encourager l'investissement et la production nationale.

La restriction des importations a permis de réduire le nombre des importateurs qui inondaient le marché national avec des produits déjà fabriqués localement. «Le nombre d'intervenants dans l'importation de marchandises destinées à la vente au détail avait diminué pour atteindre 14.858 intervenants, alors qu'il était supérieur à 43.000 avant 2022, «sans toucher aux besoins du marché national et aux consommateurs».

«Les statistiques du commerce extérieur pour les huit premiers mois de cette année indiquent une augmentation de la valeur totale des importations de 10,38 %, tandis que les importations d'intrants destinés aux secteurs d'activité tels que les équipements agricoles (+29,77%) et industriels (+37,3%) ont enregistré des augmentations significatives, en sus des produits de consommation non alimentaires (+24,85%)», a-t-il ajouté. Les importations concernent uniquement les produits non fabriqués localement ou quand il y a pénurie.

Samira Tk

Les transferts sociaux devraient augmenter à 2.895 milliards de DA en 2024

Pour maintenir cette stabilité financière et sociale, dans un contexte très tendu, l'Etat n'hésite pas à augmenter les dépenses pour soutenir le citoyen et l'investissement. Priorité principale du Gouvernement qui a présenté avant-hier l'avant-projet de loi de Finance 2024 au Conseil des ministres. Le chef de l'Etat a insisté sur l'impératif de tenir compte de l'évolution des prix du marché mondial et d'évaluer ses répercussions sur le citoyen afin de prendre les mesures adéquates et nécessaires en faveur du pouvoir d'achat et de l'économie nationale. Depuis le début de la crise sanitaire, le Gouvernement tente d'indexer les salaires sur l'évolution des prix pour soutenir les ménages modestes, renonçant même à la réforme de la politique des subventions, toujours en vigueur. L'Exécutif maintiendra inchangé sa stratégie de lutte contre l'inflation et la précarité sociale. M. Benabderrahmane a affirmé, avant-hier, lors du débat de la Déclaration de politique générale du Gouvernement à l'Assemblée

populaire nationale (APN), que «le processus de préservation du pouvoir d'achat du citoyen se manifeste clairement par l'augmentation du montant des transferts sociaux directs, qui devrait passer de 2.714 milliards de DA en 2023 à 2.895 milliards de DA en 2024, soit une hausse de 181 milliards de DA (19,17 % du budget de l'Etat en 2024)». «La revalorisation des salaires des fonctionnaires et des pensions de retraités, mais aussi l'augmentation des salaires de plus de 2,8 millions de fonctionnaires et agents contractuels sur deux ans avec une incidence financière de 341 milliards de DA en 2023 et 578 milliards de DA à partir de 2024», a-t-il ajouté. L'Algérie, contrairement aux pays voisins, a réussi à redresser son économie et ses finances sans recourir aux financements extérieurs. Une véritable exception.

Samira Takharboucht

Voir sur internet
www.lnr.dz.com

إلى جانب تصدورها قائمة الممونين للسوق الإيطالي

الجزائر أهم ممولون لإسبانيا بالغاز الطبيعي في سبتمبر 2023

كشفت شركة "اينغاز" الإسبانية عن تصدور الجزائر قائمة أهم الدول الممونة للسوق الإسباني بالغاز الطبيعي، حيث قدرت الحصص الجزائرية برسم شهر سبتمبر الماضي بنحو 42.2 في المائة. وكانت الجزائر قد صنفت كأهم ممول للسوق الإيطالي أيضا بالغاز الطبيعي ومن بين أهم ممولي السوق التركي أيضا. ووفقا لتقديرات شركة "اينغاز" فقد بلغت الإمدادات الجزائرية من الغاز الطبيعي 13.063 جيغاوات ساعي في سبتمبر 2023، بما يمثل أهم مستوى خلال السنة الجارية، مقابل نحو 9000 جيغاوات ساعي في نفس الفترة من سنة 2022.



حفيظ صواليلي

● بلغت الحصص الجزائرية من مجموع الواردات الإسبانية من الغاز الطبيعي 42.2 في المائة، ما يجعل الجزائر أهم مصدر لواردات الغاز الطبيعي لإسبانيا، بينما بلغت حصص نيجيريا في نفس الفترة 20.1 في المائة و6295 جيغاوات ساعي، فيما بلغت الحصص الأمريكية 12.4 في المائة و3814 جيغاوات ساعي. وإجمالا، فإن الجزائر تصدرت خلال الأشهر الأولى من السنة الحالية قائمة الدول الممونة لإسبانيا، بمعدل 26.8 في المائة، تليها الولايات المتحدة الأمريكية بـ20.0 في المائة، وتتشكل الصادرات الجزائرية أساسا من الغاز الطبيعي، مقابل إمدادات إضافية من الغاز الطبيعي المسال. ويتوقع أن تكون الإمدادات الغازية عالية أيضا في أكتوبر، ما يربح بدعم موقع الجزائر في سوق الغاز الطبيعي الإسباني.

توقعات بمستوى قباسي في صادرات الغاز برسم 2023

ووفقا لتقديرات إحصائية فإنه من المتوقع أن تعرف الصادرات الغازية الجزائرية مستوى قياسيا هذه السنة، وأشارت نشرة "ميدل إيست إيكونوميك سورفي" إلى بلوغ الصادرات الغازية الجزائرية برسم شهر سبتمبر نحو 4.87 ملايين متر مكعب، وهو رقم اعتبر الأعلى شهريا منذ عشرية تقريبا. وقد كشفت هيئة الإحصاء الأوروبية "أوروستات" عن تسجيل ارتفاع محسوس لحصة الجزائر في سوق الغاز الأوروبي، حيث بلغت الحصص الجزائرية 16.5 في المائة. وصنفت الجزائر كضالته ممول غازي للسوق الأوروبي بعد كل من النرويج والمملكة المتحدة خلال الثلاثي الثاني من 2023. أما فيما يتعلق بالغاز الطبيعي المسال، فإن الولايات المتحدة أصبحت أهم ممول بالنسبة لدول الاتحاد الأوروبي، بحصة بلغت 46.4 في المائة من إجمالي واردات الاتحاد الأوروبي، تلتها روسيا بنسبة 12.4 في المائة وقطر بـ10.9 في المائة.

من الغاز الطبيعي والغاز الطبيعي المسال بداية بأهم سوق للغاز الجزائري إيطاليا، حيث عرفت الصادرات الجزائرية من الغاز الطبيعي المتقول عبر الأنابيب نموا بـ2 في المائة، وبلغت الإمدادات الجزائرية الغازية، عبر خط الأنابيب عبر المتوسط، (ترانسساج) أو خط أنابيب غاز إنريكو ماتيني، نحو 17.73 مليار متر مكعب خلال الأشهر التسعة من 2023، بينما قدر مجموع الإمدادات الجزائرية للسوق الإيطالي بـ19.4 مليار متر مكعب من جاتفي إلى سبتمبر 2023.

ح. ص

إمدادات الجزائر الغازية إلى إسبانيا (خشب خوريس واناغاز) جيغاوات ساعة (2023)

الفترة	كميات (جيغاوات ساعي)
جانفي	8.543
فيفري	7.481
مارس	9.274
أفريل	9.397
ماي	9.825
جوان	6.029
جويلية	9.105
أوت	8.289
سبتمبر	13.063
المجموع	80.008

إلى معطيات إحصائية فإن الصادرات الغازية الجزائرية إلى أوروبا بلغت 44 مليار متر مكعب، وصنفت الجزائر كأهم مصدر إفرينقي للغاز. وارتفعت حصص واردات الاتحاد الأوروبي من الغاز الجزائري، إذ مثلت الجزائر حصة 12 في المائة، مقابل نحو 10 في المائة في 2021.

وقد سجلت الصادرات الغازية الجزائرية خلال تسعة أشهر من السنة الحالية 2023 نموا محسوسا، حيث دعم موقع الجزائر الطاقوي في السوق الأوروبي، وعرفت الإمدادات الجزائرية الغازية متحيا تصاعديا، لاسيما خلال الثلاثي الثالث من سنة 2023، وبلغت نسبة نمو الصادرات الغازية الجزائرية نحو أوروبا، خلال الفترة من جاتفي إلى سبتمبر 2023، نحو 6 في المائة. ووفقا للتقديرات الإحصائية فإن حجم الصادرات الجزائرية الغازية لأوروبا قدر خلال تسعة أشهر بنحو 38.7 مليار متر مكعب بنسبة نمو بلغت 6 في المائة مقارنة مع نفس الفترة من 2022. وقد قدرت صادرات الجزائر برسم شهر سبتمبر بنحو 4.78 ملايين متر مكعب في سبتمبر 2023، وقد دعمت الجزائر صادراتها

أما الجزائر، فقد بلغت حصصها في السوق الأوروبي للغاز الطبيعي المسال 9.9 في المائة، مقابل 5.1 في المائة لنيجيريا. ويلاحظ، حسب تقديرات هيئة "أوروستات" أن حصة الجزائر ونيجيريا عرفت ارتفاعا محسوسا بـ5.2 و1.0 في المائة على التوالي في الثلاثي الثاني من 2023 مقارنة بالثلاثي الثاني من 2022. وبعد أن بلغت الإمدادات الغازية الجزائرية لإيطاليا عبر أنبوب "ترانساج"، في سنة 2022، نحو 22.4 مليار متر مكعب، قدرت الصادرات الجزائرية، حسب "ستاتسدر أند بورز" إلى 18 ماي 2023، بنحو 8.36 مليار متر مكعب ووافقت عتبة 10 ملايين متر مكعب في النصف الأول من 2023. وتخطت شركة "ايني" الإيطالية التي تعد أهم زبائن الجزائر لبلوغ مستوى 9 ملايين متر مكعب من واردات الغاز من الجزائر أفاق 2024.

وفي جاتفي 2023، زودت الجزائر إيطاليا بنحو 1.2 مليار متر مكعب من الغاز ومونت السوق الإسباني بنحو 800 مليون متر مكعب، بينما بلغ مجموع الإمدادات الغازية الجزائرية للاتحاد الأوروبي بنحو 32 مليار متر مكعب في سنة 2022. واستادا



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger